

COUR D'ARBITRAGE

[C — 21037]

F. 93 — 411

Arrêt n° 6/93 du 27 janvier 1993

Numéro du rôle : 330-336

En cause : les recours en annulation de l'article 33, § 1er à 5, du décret du 24 décembre 1990 contenant le budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1991 et de l'article 20 du décret de la Communauté française du 15 octobre 1991 ouvrant les crédits provisoires à valoir sur les budgets de la Communauté française pour l'année budgétaire 1992, introduits par l'association sans but lucratif Gerfa, Eugène Devue et Anne Preusser.

La Cour d'arbitrage, composée du président D. André et du juge faisant fonction de président F. Debaedts, et des juges L. De Grève, K. Blanckaert, L.P. Suetens, M. Melchior, H. Boel, L. François, P. Martens et Y. de Wasseige, assistée du greffier H. Van der Zwalmen, présidée par le président D. André, après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet des recours*

Par une requête du 1er octobre 1991 adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 2 octobre 1991 et reçue au greffe le 3 octobre 1991, l'association sans but lucratif Gerfa (Groupe d'étude et de réforme de la fonction administrative) dont le siège social est établi avenue du Pont-de-Luttre 137 à 1190 Bruxelles, Eugène Devue, professeur, Thier d'Elst 15, à 4690 Glons et Anne Preusser, professeur, rue de l'Angélique 23, à 1348 Louvain-la-Neuve, demandent l'annulation de l'article 33, § 1er à 5, du décret de la Communauté française du 24 décembre 1990 contenant le budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1991 — dépenses d'éducation, d'enseignement, de recherche, de constructions scolaires et universitaires, de formation et dépenses culturelles de l'éducation, publié au *Moniteur belge* du 4 avril 1991.

Cette affaire est inscrite sous le n° 330 du rôle.

Par une requête du 11 janvier 1992 adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le même jour et reçue au greffe le 13 janvier 1992, les mêmes parties requérantes demandent l'annulation de l'article 20 du décret de la Communauté française du 15 octobre 1991 ouvrant les crédits provisoires à valoir sur les budgets de la Communauté française pour l'année budgétaire 1992, publié au *Moniteur belge* du 30 novembre 1991.

Cette affaire est inscrite sous le n° 366 du rôle.

II. *La procédure*A. *Dans l'affaire inscrite sous le n° 330*

Par ordonnance du 3 octobre 1991, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu en l'espèce de faire application des articles 71 et suivants de la prédite loi spéciale.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi spéciale susdite par lettres recommandées à la poste le 24 octobre 1991 remises aux destinataires les 25 et 28 octobre 1991.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi spéciale susdite a été publié au *Moniteur belge* du 26 octobre 1991.

Par ordonnance du 4 décembre 1991, le délai imparti à l'Exécutif de la Communauté française pour adresser un mémoire à la Cour a été prorogé jusqu'au 23 décembre 1991.

L'Exécutif flamand, dont les bureaux sont établis rue Joseph II 30, à 1040 Bruxelles, et l'Exécutif de la Communauté française, dont les bureaux sont établis avenue des Arts 19AD à 1040 Bruxelles, ont chacun introduit un mémoire par lettres recommandées à la poste, respectivement le 9 décembre 1991 et le 23 décembre 1991.

Copies de ces mémoires ont été transmises conformément à l'article 89 de la loi organique par lettres recommandées à la poste le 30 janvier 1992 et remises aux destinataires les 31 janvier et 3 février 1992, à l'exception du pli adressé à l'a.s.b.l. Gerfa revenu avec la mention « non réclamé ».

Les requérants et l'Exécutif flamand ont chacun introduit un mémoire en réponse par lettres recommandées à la poste, respectivement le 28 février 1992 et le 2 mars 1992.

Par ordonnance du 6 mars 1992 la Cour a prorogé jusqu'au 2 octobre 1992 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

B. *Dans l'affaire inscrite sous le n° 366*

Par ordonnance du 13 janvier 1992, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu en l'espèce de faire application des articles 71 et suivants de la prédite loi spéciale.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi spéciale susdite par lettres recommandées à la poste le 7 février 1992 remises aux destinataires les 10 et 11 février 1992.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi spéciale susdite a été publié au *Moniteur belge* du 8 février 1992.

L'Exécutif de la Communauté française a introduit un mémoire par lettre recommandée à la poste le 26 mars 1992.

Copie de ce mémoire a été transmise conformément à l'article 89 de la loi organique par lettres recommandées à la poste le 30 mars 1992 et remises aux destinataires respectivement les 31 mars et 2 avril 1992.

Les première et troisième parties requérantes ont introduit un mémoire en réponse par lettre recommandée à la poste le 28 avril 1992 et le deuxième requérant par lettre recommandée à la poste le 30 avril 1992.

C. *Dans les affaires inscrites sous les nos 330 et 366*

La Cour a joint les affaires par ordonnance du 11 juin 1992.

Conformément à l'article 100 de la loi spéciale organique de la Cour, les affaires jointes sont examinées par le siège saisi le premier et les rapporteurs sont ceux qui, conformément à l'article 68, sont désignés pour la première affaire dont la Cour a été saisie.

Par ordonnance du 16 juin 1992, il est constaté que le président I. Pétry est remplacée par le juge J. Wathelet et que le juge D. André est appelé à compléter le siège et devient rapporteur.

Par ordonnance du 16 juin 1992, la Cour a déclaré l'affaire en état et a fixé l'audience au 7 juillet 1992.

L'ordonnance de jonction et l'ordonnance de mise en état ont été notifiées aux parties, et celles-ci et leurs avocats ont été avisés de la date de l'audience par lettres recommandées à la poste le 16 juin 1992 remises aux destinataires les 17, 18 et 22 juin 1992 et 2 juillet 1992.

Par ordonnance du 2 juillet 1992, J. Wathelet, alors juge faisant fonction de président, a soumis l'affaire à la Cour en séance plénière.

A l'audience du 7 juillet 1992, les juges D. André et L. De Grève ont fait rapport. M. Legrand et E. Devue, et les avocats Me B. Cambier, Me V. Thiry et Me G. Schoeters ont été entendus, l'affaire a été mise en délibéré.

Par ordonnance du 15 septembre 1992, la Cour a prorogé jusqu'au 2 avril 1993 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par ordonnance du 18 novembre 1992, le juge D. André remplissant les fonctions de président, il a été constaté que le juge Y. de Wasseige le remplace au siège en qualité de juge et de rapporteur.

Par suite de l'empêchement du président J. Delva, le juge F. Debaedts remplit les fonctions de président.

Par ordonnance du 18 novembre 1992, la Cour a ordonné la réouverture des débats à l'audience du 10 décembre 1992.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties, et celles-ci et leurs avocats ont été avisés de la date de l'audience par lettres recommandées à la poste le 19 novembre 1992 remises aux destinataires le 20 novembre 1992.

A cette audience :

— ont comparu :

· l'a.s.b.l. Gerfa, représentée par son président M. Legrand;

· l'Exécutif flamand, représenté par Me G. Schoeters *loco* Me P. Devers, avocat du barreau de Gand;

· l'Exécutif de la Communauté française, représenté par Me B. Cambier, avocat du barreau de Bruxelles;

— les juges Y. de Wasseige et L. De Grève ont fait rapport;

— M. Legrand et les avocats précités ont été entendus;

— l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. *Objet des normes entreprises*

L'article 33 du décret budgétaire de la Communauté française du 24 décembre 1990 qui fait l'objet du recours dans l'affaire inscrite au n° 330 du rôle de la Cour met fin à l'application de l'arrêté royal du 23 octobre 1979 accordant une allocation de fin d'année à certains membres du personnel enseignant (§ 2) et accorde, dans des conditions analogues, aux membres du personnel visés au paragraphe 1er un nombre maximum de 180 titres-repas d'une valeur de 144 francs minimum pour une fonction à temps plein (§ 3). Le paragraphe 4 de l'article 33 entrepris prévoit que cette disposition entre en vigueur le 1er janvier 1991 tandis que son paragraphe 5 dispose que les dépenses relatives aux titres-repas peuvent être effectuées sous la forme de dépenses fixes.

L'article 20 du décret du 15 octobre 1991 qui fait l'objet de l'affaire inscrite au n° 366 du rôle de la Cour dispose, quant à lui, que les dispositions de l'article 33 du décret du 24 décembre 1990 sont maintenues en 1992.

IV. *En droit*

Quant à la recevabilité des recours

1.A.1. Pour justifier son intérêt à agir, la première requérante, l'a.s.b.l. Gerfa, rappelle qu'en leur article 2, les statuts de l'association disposent qu'elle « a pour objet d'étudier et de promouvoir la réforme des services publics dans le sens le plus large du terme, ainsi que de défendre et de promouvoir les intérêts moraux et matériels de tous les fonctionnaires et agents des services publics d'expression française, qu'ils soient ou non régis par un statut syndical et quelle que soit la nature juridique de leur lien avec l'autorité administrative (statut, contrat, subvention-traitement), et l'application correcte des normes constitutionnelles, légales et réglementaires qui les régissent, notamment les arrêtés royaux du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat et du 7 août 1939 organisant leur signalement et leur carrière.

L'association peut posséder les biens immobiliers et mobiliers nécessaires à son objet; elle peut, en outre, accomplir tous les actes se rapportant directement ou indirectement à cet objet, notamment ester devant le Conseil d'Etat et les cours et tribunaux ainsi qu'entreprendre toutes activités d'édition, d'enseignement ou autres, généralement quelconques, destinées aux fonctionnaires et agents ou en rapport avec l'étude et la réforme des services publics. » Le Gerfa conclut qu'il a intérêt à poursuivre l'annulation d'une partie d'un décret qui nuit gravement, selon lui, aux droits des enseignants de percevoir une rémunération légale et qui viole au surplus les règles répartitrices de compétences.

Les deux autres requérants, lesquels sont professeurs, estiment avoir intérêt à demander l'annulation d'une disposition qui abroge la prime de fin d'année et la remplace par des titres-repas.

1.A.2. L'Exécutif de la Communauté française conteste l'intérêt de la première requérante. Selon lui, celle-ci ne justifie pas de l'intérêt requis lorsqu'elle prétend que les dispositions entreprises nuiraient aux intérêts des enseignants au motif qu'elles violeraient les règles répartitrices de compétence ou les dispositions légales sur la rémunération. Quant aux deux autres requérants, l'Exécutif de la Communauté française estime que la législation entreprise n'est pas susceptible de leur causer grief. D'abord, l'instauration de titres-repas en remplacement d'une allocation de fin d'année constitue un avantage certain pour les enseignants puisque le montant qui était versé antérieurement à titre d'allocation de fin d'année donnait lieu à une retenue sociale et était frappé par l'impôt des personnes physiques. Grâce au mécanisme des titres-repas, le montant alloué aux enseignants est ainsi au moins équivalent et souvent plus important que par le passé. Il en résulte que, s'il devait être fait droit au recours en annulation introduit par les parties requérantes, les enseignants auraient à rembourser une somme plus importante que celle dont ils pourraient demander le paiement à titre d'allocation de fin d'année. L'Exécutif de la Communauté française affirme que 95 % du personnel au moins touche une somme équivalente et même supérieure au montant de la prime de fin d'année.

1.A.3. Dans son mémoire en réponse, introduit dans l'affaire portant le n° 330 du rôle, l'Exécutif flamand se rallie à l'argumentation de l'Exécutif de la Communauté française.

1.A.4. Dans leur mémoire en réponse, les deuxième et troisième requérants font valoir que les titres-repas ne peuvent être assimilés à un paiement en espèces et ne détiennent pas de pouvoir libératoire, et ce, en violation de la loi sur la protection de la rémunération du 12 avril 1965. Ils ajoutent que, contrairement à ce qu'affirme la partie

adverse, la majorité des enseignants perçoivent un montant en titres-repas inférieur au montant de la prime de fin d'année. En effet, le taux d'imposition marginal du précompte professionnel de la prime de fin d'année était nettement plus élevé si bien que les enseignants récupéraient une partie de l'impôt payé, au moment du calcul définitif de l'impôt.

1.B.1. L'article 107ter de la Constitution dispose : « ... La Cour peut être saisie par toute autorité que la loi désigne, par toute personne justifiant d'un intérêt ou, à titre préjudiciel, par toute juridiction ».

Aux termes de l'article 1er de la loi spéciale du 6 janvier 1989, « la Cour d'arbitrage statue, par voie d'arrêt, sur les recours en annulation, en tout ou en partie, d'une loi, d'un décret ou d'une règle visée à l'article 26bis de la Constitution pour cause de violation :

1° des règles qui sont établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions; ou

2° des articles 6, 6bis et 17 de la Constitution. »

Aux termes de l'article 2, 2°, de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, les recours en annulation peuvent être introduits « par toute personne physique ou morale justifiant d'un intérêt ... ».

1.B.2. La loi spéciale du 6 janvier 1989 ne fait pas de distinction entre les requérants selon la nature des règles constitutionnelles dont ils invoquent la violation. Elle requiert seulement des personnes physiques ou morales qui introduisent un recours qu'elles justifient de leur intérêt.

L'intérêt requis existe dans le chef de toute personne dont la situation pourrait être directement et défavorablement affectée par la norme attaquée.

1.B.3. Lorsqu'une association sans but lucratif qui se prévaut d'un intérêt collectif souhaite avoir accès à la Cour, il est requis que l'objet social de l'association soit d'une nature particulière et, dès lors, distinct de l'intérêt général; que l'intérêt collectif ne soit pas limité aux intérêts individuels de ses membres; que la norme entreprise soit susceptible d'affecter cet objet; que cet objet social soit réellement poursuivi, ce que doivent faire apparaître les activités concrètes de l'association; que l'association fasse montre d'une activité durable, aussi bien dans le passé que dans le présent.

L'association requérante, l'a.s.b.l. Gerfa, répond à ces conditions. Il entre en effet dans l'objet social de cette association de défendre les intérêts moraux et matériels des fonctionnaires et agents des services publics d'expression française. Bien que ne constituant pas un organisme reconnu comme assurant en particulier la défense et la représentation des enseignants, le Gerfa peut prétendre en raison de la définition de son objet social défendre les intérêts moraux et matériels des enseignants.

1.B.4. L'association requérante ainsi que les deuxième et troisième requérants, qui sont enseignants, ont intérêt à demander l'annulation d'une norme qui, en remplaçant l'allocation de fin d'année par l'octroi de titres-repas, modifie un élément de leur rémunération. Cette modification est susceptible d'affecter directement et défavorablement la situation des enseignants.

Quant au fond

Sur le premier moyen

2.A.1. Un premier moyen est tiré par les requérants de la violation de l'article 6, § 1er, VI, alinéa 5, 12°, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 modifié par la loi du 8 août 1988. Il est fondé sur la violation par la Communauté française des règles établies par la Constitution ou en vertu de celle-ci pour déterminer les compétences respectives de l'Etat, des Communautés et des Régions. Ils font valoir qu'en remplaçant la prime de fin d'année par l'octroi de titres-repas, la Communauté française a modifié les dispositions de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération. Elle a ainsi, selon les requérants, interféré dans la matière du droit du travail et de la sécurité sociale, matière qui, aux termes de l'article 6, § 1er, VI, alinéa 5, 12°, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 modifié par la loi du 8 août 1988 est réservée à l'autorité nationale.

2.A.2. Selon l'Exécutif de la Communauté française, le premier moyen n'est pas fondé. Le décret entrepris, voté sur une base annuelle, n'a pas pour objet de mettre en cause le principe même de l'octroi d'une prime de fin d'année. En outre, bien que liquidé selon des modalités de paiement différentes, l'avantage concédé par la Communauté française aux enseignants sous forme de titres-repas reste d'un montant équivalent à celui de la prime de fin d'année. Le choix du législateur décréte est donc de geler le droit à la prime de fin d'année tel qu'il est réglé par l'arrêté royal du 23 octobre 1979, pour y substituer, dans des conditions analogues, un avantage en nature concédé sous forme de titres-repas.

Par ailleurs, la Communauté française, compétente en matière d'enseignement (articles 59bis, § 2, et 17 de la Constitution), estime qu'elle peut déterminer la forme dans laquelle elle veut concéder à ce personnel un avantage équivalent à une allocation de fin d'année. Et de citer l'avis du Conseil d'Etat du 15 juillet 1990 :

« La Communauté française est, en principe, compétente pour accorder au personnel précité une allocation de fin d'année, pour en fixer le montant et les règles d'octroi ainsi que pour déterminer la forme sous laquelle cette allocation lui sera payée. »

Selon la Communauté française, tels qu'ils sont octroyés, les titres-repas peuvent s'analyser comme un avantage en nature distinct de la prime, mais ils n'en constituent pas moins un des modes de rémunération visés par la loi du 12 avril 1965 sur la protection de la rémunération.

2.A.3. Dans son mémoire en réponse introduit dans l'affaire portant le n° 330 du rôle, l'Exécutif flamand ajoute que la compétence réservée à l'autorité nationale, à l'article 6, § 1er, VI, dernier alinéa, 12°, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, à titre d'exception à la compétence générale des Régions en matière d'économie, constitue uniquement une limitation de leur compétence pour les matières qui concernent les Régions et, en aucune façon, une limitation de la compétence des Communautés, en l'espèce leur compétence en matière d'enseignement.

En outre, le droit du travail comprend l'ensemble des dispositions législatives qui règlent les rapports juridiques contractuels individuels et collectifs entre employeur et employé. De tels rapports contractuels n'existent pas entre l'autorité et son personnel en ce qui concerne ce qui est prévu par l'article 33 attaqué du décret, de sorte que les règles visées à l'article 37, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 n'appartiennent pas au droit du travail visé au 12° du dernier alinéa de l'article 6, § 1er, VI, de la loi spéciale précitée, mais bien au droit administratif.

2.A.4. Dans leur mémoire en réponse, les requérants mettent l'accent sur les contradictions contenues dans l'argumentation de l'Exécutif de la Communauté française : celui-ci affirme d'abord que la disposition décréte faisant l'objet de la requête n'a pas pour objet de remettre en cause le paiement de la prime de fin d'année, alors que les arrêtés du 20 juillet 1990 disposent expressément que « l'arrêté royal du 23 octobre 1979 accordant une allocation de fin d'année à certains titulaires d'une fonction rémunérée à charge du Trésor public cesse d'être d'application au personnel visé à l'article 1er, le 1er février 1990 » et que ces arrêtés sont confirmés dans les mêmes termes par le paragraphe 2 de l'article 33 du décret du 24 décembre 1990.

Les requérants poursuivent en soutenant que les titres-repas ne peuvent être considérés comme des avantages distincts de la prime, mais bien comme un remplacement de la prime. C'est donc en ce sens qu'ils sont contraires à la loi du 12 avril 1965.

2.B.1. L'article 59bis de la Constitution dispose comme suit :

« Les Conseils de Communauté, chacun pour ce qui le concerne, règlent par décret :

(...)

2° l'enseignement, à l'exception :

- a) de la fixation du début et de la fin de l'obligation scolaire;
- b) des conditions minimales pour la délivrance des diplômes;
- c) du régime des pensions. »

2.B.2. L'article 6, § 1er, VI, alinéa 5, 12°, de la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980 modifié par la loi spéciale du 8 août 1988 dispose comme suit :

« (...) L'autorité nationale est, en outre, seule compétente pour :

(...)

12° Le droit du travail et la sécurité sociale. »

2.B.3. Il se déduit de l'article 59bis de la Constitution que, dans le respect de l'article 17, et sous réserve des trois exceptions mentionnées ci-dessus, l'ensemble de la matière de l'enseignement est attribué aux Communautés : cette compétence comprend la fixation des règles relatives au statut administratif et pécuniaire du personnel de l'enseignement, à l'exclusion de son régime de pension.

2.B.4. Cependant, cette compétence des Communautés en matière d'enseignement ne comprend pas la compétence de déroger à des règles de droit pénal du travail s'appliquant indistinctement à tous les travailleurs, telles que celle de l'article 3 de la loi du 12 avril 1965 qui vise à assurer la liberté des travailleurs de disposer à leur gré de leur rémunération.

2.B.5. Lorsqu'une allocation de fin d'année est due, elle constitue un élément de la rémunération que l'article 3 de la loi du 12 avril 1965 protège en interdisant à l'employeur de restreindre, de quelque manière que ce soit, la liberté du travailleur d'en disposer à son gré. Au paiement en espèces de cette allocation, la Communauté française a substitué, par un arrêté de son Exécutif puis par le décret attaqué, un paiement par titre-repas. Bien qu'il soit libellé en francs belges, ce titre n'est négociable que dans certains établissements et pour l'acquisition de certains biens de consommation. Il limite ainsi la liberté de certains travailleurs de disposer de leur rémunération à leur gré.

2.B.6. Le moyen, pris de la violation de l'article 6, § 1er, VI, alinéa 5, de la loi spéciale du 8 août 1980, modifié par la loi spéciale du 8 août 1988, est fondé.

Sur le second moyen

3.A. Un second moyen est pris de la violation de l'article 94 de la Constitution, en ce que la disposition entreprise suspend l'arrêté royal du 23 octobre 1979 accordant une prime de fin d'année à certains titulaires de fonctions rémunérées à charge du Trésor public, de sorte que l'article 33 du décret entrepris a pour effet d'empêcher le Conseil d'Etat de statuer sur les requêtes en annulation introduites auprès de lui.

3.B. Dans la mesure où il ne peut pas donner lieu à une plus ample annulation, il n'y a pas lieu d'examiner le second moyen.

Quant au maintien des effets des dispositions annulées

4.B. En considération de l'ampleur des difficultés administratives et financières qui résulteraient, en l'espèce, de l'effet rétroactif de l'annulation, il convient de maintenir jusqu'à la date du prononcé du présent arrêt les effets des dispositions annulées.

Par ces motifs,

La Cour

annule

1° l'article 33, §§ 1er à 5, du décret du 24 décembre 1990 contenant le budget de la Communauté française de l'année 1991;

2° l'article 20 du décret du 15 octobre 1991 ouvrant des crédits provisoires à valoir sur les budgets de la Communauté française pour l'année budgétaire 1992;

maintient les effets des dispositions annulées jusqu'à la date du prononcé du présent arrêt.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 27 janvier 1993.

Le greffier,

H. Van der Zwalmen.

Le président,

D. André.

ARBITRAGEHOF

N. 93 — 411

[C — 21037]

Arrest nr. 6/93 van 27 januari 1993

Rolnummer 330-336

In zake : de beroepen tot vernietiging van artikel 33, §§ 1 tot 5, van het decreet van 24 december 1990 « contenant le budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1991 » (houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1991) en van artikel 20 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 15 oktober 1991 « ouvrant les crédits provisoires à valoir sur les budgets de la Communauté française pour l'année budgétaire 1992 » (waarbij voorlopige kredieten worden geopend die in mindering komen van de begrotingen van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1992), ingesteld door de vereniging zonder winstoogmerk Gerfa, Eugène Devue en Anne Preusser.

Het Arbitragehof,
 samengesteld uit voorzitter D. André en waarnemend voorzitter F. Debaedts, en de rechters L. De Grève,
 K. Blanckaert, L.P. Suetens, M. Melchior, H. Boel, L. François, P. Martens en Y. de Wasseige, bijgestaan door de
 griffier H. Van der Zwalmen, onder voorzitterschap van voorzitter D. André,
 wijst na beraad het volgende arrest :

I. Onderwerp van de beroepen

Bij verzoekschrift van 1 oktober 1991, aan het Hof verzonden bij op 2 oktober 1991 ter post aangetekende brief en op 3 oktober 1991 ter griffie ontvangen, vorderen de vereniging zonder winstoogmerk Gerfa (Groupe d'étude et de réforme de la fonction administrative), waarvan de zetel gevestigd is te 1190 Brussel, Luttrebruglaan 137, Eugène Devue, leraar, Thier d'Elst 15, te 4690 Glaaien en Anne Preusser, lerares, rue de l'Angélique 23, te 1348 Louvain-la-Neuve, de vernietiging van artikel 33, §§ 1 tot 5, van het decreet van de Franse Gemeenschap van 24 december 1990 « contenant le budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1991 — dépenses d'éducation, d'enseignement, de recherche, de constructions scolaires et universitaires, de formation et dépenses culturelles de l'éducation » (houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1991 — uitgaven voor onderwijs en wetenschappelijk onderzoek, school- en universiteitsgebouwen, vorming en culturele uitgaven voor het onderwijs), bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 4 april 1991.

Die zaak is ingeschreven onder rolnummer 330.

Bij verzoekschrift van 11 januari 1992, aan het Hof verzonden bij op dezelfde dag ter post aangetekende brief en op 13 januari 1992 ter griffie ontvangen, vorderen dezelfde verzoekende partijen de vernietiging van artikel 20 van het decreet van de Franse Gemeenschap van 15 oktober 1991 « ouvrant les crédits provisoires à valoir sur les budgets de la Communauté française pour l'année budgétaire 1992 » (waarbij voorlopige kredieten worden geopend die in mindering komen van de begrotingen van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1992), bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 30 november 1991.

Die zaak is ingeschreven onder rolnummer 366.

II. Rechtspleging

A. In de zaak met rolnummer 330

Bij beschikking van 3 oktober 1991 heeft de voorzitter in functie conform de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof de rechters van de zetel aangewezen.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat ten deze geen toepassing diende te worden gemaakt van de artikelen 71 en volgende van de voormelde bijzondere wet.

Van het beroep is conform artikel 76 van de voormelde bijzondere wet kennisgeving gedaan bij op 24 oktober 1991 ter post aangetekende brieven, die op 25 en 28 oktober 1991 aan de geadresseerden ter hand zijn gesteld.

Het bij artikel 74 van de voormelde bijzondere wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 26 oktober 1991.

Bij beschikking van 4 december 1991 is de aan de Franse Gemeenschapsexecutieve toebedeelde termijn om een memorie aan het Hof over te zenden, verlengd tot 23 december 1991.

De Vlaamse Executieve, waarvan de kantoren gevestigd zijn te 1040 Brussel, Jozef II-straat 30, en de Franse Gemeenschapsexecutieve, waarvan de kantoren gevestigd zijn te 1040 Brussel, Kunstlaan 19AD, hebben bij respectievelijk op 9 december 1991 en 23 december 1991 ter post aangetekende brieven elk een memorie ingediend.

Afschriften van die memories zijn overgezonden conform artikel 89 van de organieke wet, bij op 30 januari 1992 ter post aangetekende brieven, die op 31 januari en 3 februari 1992 aan de geadresseerden ter hand zijn gesteld, met uitzondering van de aan de v.z.w. Gerfa gerichte brief, die met de vermelding « niet afgehaald » is teruggekomen.

De verzoekers en de Vlaamse Executieve hebben bij respectievelijk op 28 februari 1992 en 2 maart 1992 ter post aangetekende brieven elk een memorie van antwoord ingediend.

Bij beschikking van 6 maart 1992 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, tot 2 oktober 1992 verlengd.

B. In de zaak met rolnummer 366

Bij beschikking van 13 januari 1992 heeft de voorzitter in functie conform de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof de rechters van de zetel aangewezen.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat ten deze geen toepassing diende te worden gemaakt van de artikelen 71 en volgende van de voormelde bijzondere wet.

Van het beroep is conform artikel 76 van de voormelde bijzondere wet kennisgeving gedaan bij op 7 februari 1992 ter post aangetekende brieven, die op 10 en 11 februari 1992 aan de geadresseerden ter hand zijn gesteld.

Het bij artikel 74 van de voormelde bijzondere wet voorgeschreven bericht is bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 8 februari 1992.

De Franse Gemeenschapsexecutieve, heeft bij op 26 maart 1992 ter post aangetekende brief een memorie ingediend.

Een afschrift van die memorie is conform artikel 89 van de organieke wet overgezonden bij op 30 maart 1992 ter post aangetekende brieven, die respectievelijk op 31 maart en 2 april 1992 aan de geadresseerden ter hand zijn gesteld.

De eerste en de derde verzoekende partij hebben bij op 28 april 1992 ter post aangetekende brief een memorie van antwoord ingediend, de tweede verzoekende partij bij op 30 april 1992 ter post aangetekende brief.

C. In de zaken met rolnummers 330 en 366

Het Hof heeft de zaken samengevoegd bij beschikking van 11 juni 1992.

Conform artikel 100 van de organieke bijzondere wet op het Hof worden samengevoegde zaken onderzocht door de eerst geadieerde zetel en zijn de verslaggevers diegenen die conform artikel 68 zijn aangewezen voor de zaak welke het eerst bij het Hof aanhangig is gemaakt.

Bij beschikking van 16 juni 1992 is vastgesteld dat voorzitter I. Pétry door rechter J. Wathélet wordt vervangen en dat rechter D. André de zetel aanvult en verslaggever wordt.

Bij beschikking van 16 juni 1992 heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en de terechtzitting op 7 juli 1992 vastgesteld.

Van de beschikking tot samenvoeging en de beschikking tot ingereedheidbrenging is aan de partijen kennis gegeven, die, evenals hun advocaten, van de datum van de terechtzitting op de hoogte zijn gebracht bij op 16 juni 1992 ter post aangetekende brieven, die op 17, 18 en 22 juni 1992 en 2 juli 1992 aan de geadresseerden ter hand zijn gesteld.

Bij beschikking van 2 juli 1992 heeft J. Wathelet, toen waarnemend voorzitter, de zaak voorgelegd aan het Hof in voltallige zitting.

Op de terechtzitting van 7 juli 1992 hebben de rechters D. André en L. De Grève verslag uitgebracht, zijn M. Legrand en E. Devue, en de advocaten Mr. B. Cambier, Mr. V. Thiry en Mr. G. Schoeters gehoord; de zaak is in beraad genomen.

Bij beschikking van 15 september 1992 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest moet worden gewezen, tot 2 april 1993 verlengd.

Bij beschikking van 18 november 1992, aangezien rechter D. André de functie van voorzitter vervult, is vastgesteld dat rechter Y. de Wasseige hem in de zetel vervangt als rechter en verslaggever.

Ten gevolge van de verhindering van voorzitter J. Delva, neemt rechter F. Debaedts de functie van voorzitter waar.

Bij beschikking van 18 november 1992 heeft het Hof de heropening van de debatten op de terechtzitting van 10 december 1992 bevolen.

Van die beschikking is kennisgegeven aan de partijen, die, evenals hun advocaten, van de datum van de terechtzitting op de hoogte zijn gebracht bij op 19 november 1992 ter post aangetekende brieven, die op 20 november 1992 aan de geadresseerden ter hand zijn gesteld.

Op die terechtzitting :

— zijn verschenen :

• de v.z.w. Gerfa, vertegenwoordigd door haar voorzitter M. Legrand;

• de Vlaamse Executieve, vertegenwoordigd door Mr. G. Schoeters *loco* Mr. P. Devers, advocaat bij de balie te Gent;

• de Franse Gemeenschapsexecutieve, vertegenwoordigd door Mr. B. Cambier, advocaat bij de balie te Brussel;

— hebben de rechters Y. de Wasseige en L. De Grève verslag uitgebracht;

— zijn M. Legrand en de voornoemde advocaten gehoord;

— is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd conform de artikelen 62 en volgende van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. Onderwerp van de bestreden normen

Artikel 33 van het begrotingsdecreet van de Franse Gemeenschap van 24 december 1990, waartegen het beroep in de zaak met rolnummer 330 is gericht, maakt een einde aan de toepassing van het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 houdende toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige leden van het onderwijzend personeel (§ 2) en kent, onder analoge voorwaarden, aan de in paragraaf 1 beoogde personeelsleden ten hoogste 180 maaltijdbons toe ter waarde van ten minste 144 frank voor een voltijdse functie (§ 3). In paragraaf 4 van het bestreden artikel 33 is voorgeschreven dat die bepaling op 1 januari 1991 in werking treedt terwijl zijn paragraaf 5 bepaalt dat de uitgaven voor maaltijdbons kunnen worden gedaan als vaste uitgaven.

Artikel 20 van het decreet van 15 oktober 1991, waartegen het beroep in de zaak met rolnummer 366 is gericht, bepaalt van zijn kant dat de bepalingen van artikel 33 van het decreet van 24 december 1990 in 1992 worden gehandhaafd.

IV. In rechte

Ten aanzien van de ontvankelijkheid van de beroepen

1.A.1. Ter verantwoording van haar belang om in rechte te treden, herinnert de eerste verzoekende partij, de v.z.w. Gerfa, eraan dat artikel 2 van de statuten van de vereniging bepaalt dat zij « tot doel heeft de hervorming van de openbare diensten in de ruimst mogelijke zin van het woord te bestuderen en te bevorderen, alsmede de morele en materiële belangen van alle Franstalige ambtenaren en personeelsleden van de openbare diensten te verdedigen en te bevorderen, ongeacht of zij al dan niet onder een syndicaal statuut vallen en ongeacht de juridische aard van hun band met de administratieve overheid (statuut, contract, weddetoelage), en de correcte toepassing van de grondwettelijke, wettelijke en verordenende normen die voor hen gelden, met name de koninklijke besluiten van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het Rijkspersoneel en van 7 augustus 1939 betreffende de beoordeling en de loopbaan van het Rijkspersoneel.

De vereniging mag de onroerende en roerende goederen bezitten die nodig zijn om haar doel te bereiken; zij mag bovendien alle handelingen stellen die rechtstreeks of indirect met dat doel verband houden, onder meer in rechte treden voor de Raad van State en de hoven en rechtbanken, alsmede allerhande activiteiten ontplooiën in verband met uitgave, onderwijs of andere, welke dan ook, die bestemd zijn voor de ambtenaren en personeelsleden of in verband staan met de studie en de hervorming van de openbare diensten. » Gerfa besluit dat zij belang heeft bij de vernietiging van een gedeelte van een decreet dat volgens haar de rechten van het onderwijzend personeel op een wettelijke bezoldiging ernstig schaadt en bovendien de bevoegdheidsverdelende regels schendt.

De twee andere verzoekers, die leraar zijn, menen belang te hebben bij de vernietiging van een bepaling die de eindejaarstoelage afschaft en ze vervangt door maaltijdbons.

1.A.2. De Franse Gemeenschapsexecutieve betwist het belang van de eerste verzoekende partij. Volgens haar doet die niet blijken van het vereiste belang wanneer zij beweert dat de aangevochten bepalingen de belangen van het onderwijzend personeel schaden op grond dat zij de bevoegdheidsverdelende regels of de wetsbepalingen betreffende de bezoldiging schenden. Ten aanzien van de twee andere verzoekers is de Franse Gemeenschapsexecutieve van mening dat de aangevochten wetgeving hun geen schade kan berokkenen. De invoering van maaltijdbons als vervanging van een eindejaarstoelage is een zeker voordeel voor de leerkrachten, aangezien het voorheen als eindejaarstoelage uitgekeerde bedrag aanleiding gaf tot een sociale inhouding en de personenbelasting erop werd toegepast. Dank zij het mechanisme van de maaltijdbons is het uitgekeerde bedrag ten minste gelijk en vaak zelfs hoger dan in het verleden. Daaruit vloeit voort dat, mocht het door de verzoekende partijen ingestelde beroep tot vernietiging worden ingewilligd, de leerkrachten meer zouden moeten terugbetalen dan wat zij als eindejaarstoelage zouden krijgen. De Franse Gemeenschapsexecutieve beweert dat 95 % van het personeel een som ontvangt die ten minste gelijk is en zelfs hoger dan het bedrag van de eindejaarspremie.

1.A.3. In haar memorie van antwoord die zij in de zaak met rolnummer 330 heeft ingediend, sluit de Vlaamse Executieve zich aan bij de argumenten van de Franse Gemeenschapsexecutieve.

1.A.4. In hun memorie van antwoord doen de tweede en de derde verzoeker gelden dat de maaltijdbons niet kunnen worden gelijkgesteld met een betaling in contanten en geen liberatoire betalingswijze zijn, zulks met schending van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon. Zij voegen eraan toe dat, in tegenstelling met wat de tegenpartij beweert, het merendeel van de leerkrachten een bedrag in maaltijdbons ontvangt dat lager ligt dan het bedrag van de eindejaarspremie. De marginale aanslagvoet van de bedrijfsvoorheffing op de eindejaarspremie lag immers veel hoger, zodat de leerkrachten bij de definitieve berekening van de belasting een gedeelte van de betaalde belasting terugkregen.

1.B.1. Artikel 107ter van de Grondwet bepaalt: « ... De zaak kan bij het Hof aanhangig worden gemaakt door iedere bij wet aangewezen overheid, door ieder die doet blijken van een belang of, prejudicieel, door ieder rechtscollege ».

Artikel 1 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 bepaalt :

« Het Arbitragehof doet, bij wege van arrest, uitspraak op de beroepen tot gehele of gedeeltelijke vernietiging van een wet, een decreet of een in artikel 26bis van de Grondwet bedoelde regel wegens schending van :

1° de regels die door of krachtens de Grondwet zijn vastgesteld vóór het bepalen van de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten; of

2° de artikelen 6, 6bis en 17 van de Grondwet. »

Naar luid van artikel 2, 2°, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, kunnen de beroepen tot vernietiging worden ingesteld « door iedere natuurlijke of rechtspersoon die doet blijken van een belang ... ».

1.B.2. De bijzondere wet van 6 januari 1989 maakt geen onderscheid tussen de verzoekers naar gelang van de aard van de grondwettelijke regels waarvan zij de schending aanvoeren. De wet eist enkel dat de natuurlijke personen of de rechtspersonen die beroep instellen van hun belang doen blijken.

Het vereiste belang is aanwezig ten aanzien van ieder wiens situatie door de bestreden norm rechtstreeks en ongunstig zou kunnen worden geraakt.

1.B.3. Indien een vereniging zonder winstoogmerk, die zich op een collectief belang beroept, toegang wenst tot het Hof, is vereist dat het maatschappelijk doel van de vereniging van bijzondere aard is en derhalve onderscheiden van het algemeen belang; dat het collectief belang niet tot de individuele belangen van de leden is beperkt; dat het maatschappelijk doel door de bestreden norm kan worden geraakt; dat dit maatschappelijk doel werkelijk wordt nagestreefd, wat moet blijken uit de concrete activiteiten van de vereniging; dat de vereniging blijf geeft van een duurzame werking, zowel in het verleden als in het heden.

De verzoekende vereniging, de v.z.w. Gerfa, voldoet aan die voorwaarden. Tot het maatschappelijk doel van die vereniging behoort immers met name de verdediging van de morele en materiële belangen van de Franstalige ambtenaren en beampten van de overheidsdiensten. Hoewel Gerfa niet erkend is als een groepering die inzonderheid de verdediging en de vertegenwoordiging van het onderwijzend personeel verzekert, kan zij, omwille van de definitie van haar maatschappelijk doel, er aanspraak op maken de morele en materiële belangen van het onderwijzend personeel te verdedigen.

1.B.4. De verzoekende vereniging alsmede de tweede en derde verzoekers die leraar zijn, hebben er belang bij de vernietiging te vorderen van een norm die, door de eindejaarstoelage te vervangen door de toekenning van maaltijdbons, een element van hun bezoldiging wijzigt. Die wijziging kan de situatie van het onderwijzend personeel rechtstreeks en ongunstig raken.

Ten gronde

Wat het eerste middel betreft

2.A.1. Een eerste middel wordt door de verzoekers afgeleid uit de schending van artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, 12°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988. Het is gegrond op de schending, door de Franse Gemeenschap, van de regels die door of krachtens de Grondwet zijn vastgesteld voor het bepalen van de onderscheiden bevoegdheid van de Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten. Zij doen gelden dat de Franse Gemeenschap, door de eindejaarspremie te vervangen door de toekenning van maaltijdbons, de bepalingen van de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon heeft gewijzigd. Zij heeft op die manier, aldus de verzoekers, ingegrepen in de materie van het arbeidsrecht en de sociale zekerheid, materie die naar luid van artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, 12°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, aan de nationale overheid is voorbehouden.

2.A.2. Volgens de Franse Gemeenschapsexecutieve is het eerste middel niet gegrond. Het aangevochten decreet, dat op jaarbasis is goedgekeurd, heeft niet tot doel het beginsel zelf van het toekennen van een eindejaarspremie in het geding te brengen. Bovendien blijft het voordeel dat door de Franse Gemeenschap aan de leerkrachten wordt toegekend in de vorm van maaltijdbons, dezelfde som bedragen als de eindejaarstoelagen, al zijn de betalingsmodaliteiten verschillend. De decreetgever heeft ervoor gekozen het in het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 geregelde recht op de eindejaarspremie te bevriezen en het onder analoge voorwaarden te vervangen door een voordeel in natura dat in de vorm van maaltijdbons wordt toegekend.

De Franse Gemeenschap, bevoegd inzake onderwijs (artikelen 59bis, § 2, en 17 van de Grondwet) meent overigens dat zij de vorm kan bepalen waarin de Gemeenschap aan dat personeel een voordeel wil toekennen dat gelijk is aan een eindejaarstoelage. Zij citeert het advies van de Raad van State van 15 juli 1990 :

« De Franse Gemeenschap is in principe bevoegd om aan voormeld personeel een eindejaarstoelage toe te kennen, er het bedrag en de toekenningsmodaliteiten van vast te stellen en de vorm te bepalen waarin die toelage zal betaald worden. »

Volgens de Franse Gemeenschap kunnen de maaltijdbons, zoals ze worden toegekend, worden beschouwd als een ander voordeel in natura dan de premie, maar niettemin vormen zij een van de wijzen van bezoldiging bedoeld in de wet van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon.

2.A.3. In haar memorie van antwoord die zij in de zaak met rolnummer 330 heeft ingediend, voegt de Vlaamse Executieve eraan toe dat de in artikel 6, § 1, VI, laatste lid, 12°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen aan de nationale overheid voorbehouden bevoegdheid, bij wijze van uitzondering op de algemene bevoegdheid van de Gewesten inzake economie, enkel een beperking is van hun bevoegdheid voor de aangelegenheden die de Gewesten betreffen en geenszins van de bevoegdheid van de Gemeenschappen, ten deze hun bevoegdheid inzake onderwijs.

Bovendien omvat het arbeidsrecht het geheel van wetgevende bepalingen die de individuele en collectieve contractuele rechtsverhoudingen tussen werkgever en werknemer regelen. Tussen de overheid en haar personeel bestaan dergelijke contractuele rechtsverhoudingen met betrekking tot wat in het aangevochten artikel 33 van het decreet is voorgeschreven, niet, zodat de in artikel 87, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 beoogde regels niet behoren tot het arbeidsrecht, bedoeld in 12° van het laatste lid van artikel 6, § 1, VI, van de voormelde bijzondere wet, maar wel tot het administratief recht.

2.A.4. In hun memorie van antwoord leggen de verzoekers de nadruk op de tegenstrijdigheden in de argumenten van de Franse Gemeenschapsexecutieve : die Executieve beweert dat de in het verzoekschrift aangevochten decreetsbepaling niet tot doel heeft de betaling van de eindejaarspremie opnieuw in het geding te brengen, terwijl de besluiten van 20 juli 1990 uitdrukkelijk bepalen : « het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 houdende toekenning van een eindejaarstoelage aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt, is op het in artikel 1 vermelde personeel niet meer toepasselijk vanaf 1 februari 1990 » en die besluiten in dezelfde bewoordingen zijn bevestigd in paragraaf 2 van artikel 33 van het decreet van 24 december 1990.

Voorts beweren de verzoekers dat de maaltijdbons niet kunnen worden beschouwd als andere voordelen dan de premie, maar wel als een vervanger van de premie. Het is dus in die zin dat ze in strijd zijn met de wet van 12 april 1965.

2.B.1. Artikel 59bis van de Grondwet bepaalt :

« De Gemeenschapsraden regelen, ieder wat hem betreft, bij decreet :

(...)

2° het onderwijs, met uitsluiting van :

a) de bepaling van het begin en het einde van de leerplicht;

b) de minimale voorwaarden voor het uitreiken van de diploma's;

c) de pensioenregeling. »

2.B.2. Artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, 2°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, luidt als volgt :

« (...) Bovendien is alleen de nationale overheid bevoegd voor :

(...)

12° Het arbeidsrecht en de sociale zekerheid. »

2.B.3. Uit artikel 59bis van de Grondwet kan worden afgeleid dat, met inachtneming van artikel 17 en onder voorbehoud van de drie hiervoor vermelde uitzonderingen, het geheel van de aangelegenheid onderwijs is toegewezen aan de Gemeenschappen : die bevoegdheid omvat het vaststellen van de regels betreffende het administratief en geldelijk statuut van het onderwijzend personeel, met uitsluiting van zijn pensioenregeling.

2.B.4. Evenwel omvat die onderwijsbevoegdheid van de Gemeenschappen niet de bevoegdheid om af te wijken van strafrechtelijke bepalingen van het arbeidsrecht die zonder onderscheid voor alle werknemers gelden, zoals die van artikel 3 van de wet van 12 april 1965, dat de vrijheid van de werknemer om naar goedgevoelen over zijn loon te beschikken, beoogt te verzekeren.

2.B.5. Wanneer een eindejaarstoelage verschuldigd is, vormt zij een bestanddeel van het loon dat door artikel 3 van de wet van 12 april 1965 wordt beschermd door de werkgever te verbieden de vrijheid van de werknemer om er naar eigen goedgevoelen over te beschikken, op enigerlei wijze te beperken. De uitbetaling van die toelage in geld heeft de Franse Gemeenschap bij een besluit van haar Executieve, en nadien bij het bestreden decreet, vervangen door een betaling in de vorm van maaltijdbons. Hoewel hij in Belgische frank is uitgedrukt, kan die titel slechts worden verhandeld in welbepaalde instellingen en voor de verwerving van welbepaalde consumptiegoederen. Zij houden aldus een beperking in van de vrijheid van sommige werknemers om naar eigen goedgevoelen over hun loon te beschikken.

2.B.6. Het middel, ontleend aan de schending van artikel 6, § 1, VI, vijfde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, is gegrond.

Wat het tweede middel betreft

3.A. Een tweede middel is afgeleid uit de schending van artikel 94 van de Grondwet doordat de aangevochten bepaling het koninklijk besluit van 23 oktober 1979 houdende toekenning van een eindejaarspremie aan sommige titularissen van een ten laste van de Schatkist bezoldigd ambt, schorst zodat artikel 33 van het aangevochten decreet tot gevolg heeft dat de Raad van State wordt verhinderd uitspraak te doen over de verzoekschriften tot vernietiging die bij hem aanhangig zijn gemaakt.

3.B. In zoverre het tweede middel niet tot een ruimere vernietiging kan leiden, dient het niet te worden onderzocht.

Ten aanzien van de handhaving van de gevolgen van de vernietigde bepalingen

4.B. Gelet op de omvang van de administratieve en financiële moeilijkheden die ten deze uit de terugwerkende kracht van de vernietiging zouden voortvloeien, dienen de gevolgen van de vernietigde bepalingen te worden gehandhaafd tot de dag van de uitspraak van dit arrest.

Om die redenen,

Het Hof

vernietigt

1° artikel 33, § 1 tot 5, van het decreet van 24 december 1990 « contenant le budget de la Communauté française de l'année 1991 » (houdende de begroting van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1991);

2° artikel 20 van het decreet van 15 oktober 1991 « ouvrant des crédits provisoires à valeur sur les budgets de la Communauté française pour l'année budgétaire 1992 » (waarbij voorlopige kredieten worden geopend die in mindering komen van de begrotingen van de Franse Gemeenschap voor het begrotingsjaar 1992);

handhaaft de gevolgen van de vernietigde bepalingen tot de dag van de uitspraak van dit arrest.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, conform artikel 65 van de bijzondere van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 27 januari 1993.

De griffier,
H. Van der Zwalmen.

De voorzitter,
D. André.

SCHIEDSHOF

[C — 21037]

D. 93 — 411

Urteil Nr. 6/93 vom 27. Januar 1993

Geschäftsverzeichnismrn. 330-366

In Sachen: Klagen auf Nichtigerklärung von Artikel 33 §§ 1 bis 5 des Dekrets vom 24. Dezember 1990 « contenant le budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1991 » (über den Haushaltsplan der Französischen Gemeinschaft für das Haushaltsjahr 1991) und von Artikel 20 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 15. Oktober 1991 « ouvrant les crédits provisoires à valoir sur les budgets de la Communauté française pour l'année budgétaire 1992 » (zur Eröffnung vorläufiger, auf die Haushalte der Französischen Gemeinschaft für das Haushaltsjahr 1992 anrechenbarer Kredite), erhoben durch die Vereinigung ohne Gewinnzweck Gerfa, Eugène Devue und Anne Preusser.

Der Schiedshof, zusammengesetzt aus dem Vorsitzenden D. André und dem stellvertretenden Vorsitzenden F. Debaedts sowie den Richtern L. De Grève, K. Blanckaert, L.P. Suetens, M. Melchior, H. Boel, P. Martens, L. François und Y. de Wasseige, unter Assistenz des Kanzlers H. Van der Zwalmen, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden D. André, verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. Gegenstand der Klagen

Mit einer Klageschrift vom 1. Oktober 1991, die dem Hof am 2. Oktober 1991 mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief zugesandt wurde und am 3. Oktober 1991 bei der Kanzlei eingegangen ist, beantragen die Vereinigung ohne Gewinnzweck Gerfa (Groupe d'étude et de réforme de la fonction administrative) mit Vereinigungssitz in 1190 Brüssel, avenue du Pont-de-Luttre 137, Eugène Devue, Lehrer, wohnhaft in 4690 Glons, Thier d'Elst 15, und Anne Preusser, Lehrerin, wohnhaft in 1348 Neulöwen, rue de l'Angélique 23, die Nichtigerklärung von Artikel 33 § 1 bis 5 des Dekrets vom 24. Dezember 1990 « contenant le budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1991 - dépenses d'éducation, d'enseignement, de recherche, de constructions scolaires et universitaires, de formation et dépenses culturelles de l'éducation » (über den Haushaltsplan der Französischen Gemeinschaft für das Haushaltsjahr 1991 — Ausgaben für Unterricht, Forschung, Schul- und Universitätsgebäude, Schulung sowie kulturelle Ausgaben für den Unterricht), veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 4. April 1991.

Diese Rechtssache ist unter der Nummer 330 in das Geschäftsverzeichnis eingetragen worden.

Mit einer Klageschrift vom 11. Januar 1991, die dem Hof am gleichen Tag mit einem bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief zugesandt wurde und am 13. Januar 1991 bei der Kanzlei eingegangen ist, beantragen die gleichen Kläger die Nichtigerklärung von Artikel 20 des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 15. Oktober 1991 « ouvrant les crédits provisoires à valoir sur les budgets de la Communauté française pour l'année budgétaire 1992 » (zur Eröffnung vorläufiger, auf die Haushalte der Französischen Gemeinschaft für das Haushaltsjahr 1992 anrechenbarer Kredite), veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 30. November 1991.

Diese Rechtssache ist unter der Nummer 366 in das Geschäftsverzeichnis eingetragen worden.

*II. Verfahren vor dem Hof**A. In der unter der Nummer 330 in das Geschäftsverzeichnis eingetragenen Rechtssache*

Durch Anordnung vom 3. Oktober 1991 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Mitglieder der Besetzung ernannt.

Die referierenden Richter waren der Ansicht, daß die Artikel 71 ff. des genannten Sondergesetzes in diesem Fall nicht anzuwenden seien.

Gemäß Artikel 76 des genannten Sondergesetzes wurde die Klage mit am 24. Oktober 1991 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen, die den Adressaten am 25. und 28. Oktober 1991 zugestellt wurden, notifiziert.

Die durch Artikel 74 des genannten Sondergesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 26. Oktober 1991.

Durch Anordnung vom 4. Dezember 1991 wurde die der Exekutive der Französischen Gemeinschaft zugestandene Frist für die Einreichung eines Schriftsatzes bis zum 23. Dezember 1991 verlängert.

Die Flämische Exekutive, mit Amtssitz in 1040 Brüssel, rue Joseph II 30, und die Exekutive der Französischen Gemeinschaft, mit Amtssitz in 1040 Brüssel, avenue des Arts 19AD, haben mit am 9. Dezember 1991 bzw. 23. Dezember 1991 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen jeweils einen Schriftsatz eingereicht.

Gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes wurden Abschriften von diesen Schriftsätzen mit am 30. Januar 1992 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen, die den Adressaten am 31. Januar und 3. Februar 1992 zugestellt wurden, übermittelt, wobei der an die VoG Gerfa gerichtete Brief jedoch mit dem Vermerk « nicht abgeholt » zurückgesandt wurde.

Die Kläger sowie die Flämische Exekutive haben mit am 28. Februar 1992 bzw. 2. März 1992 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen jeweils einen Erwidierungsschriftsatz eingereicht.

Durch Anordnung vom 6. März 1992 verlängerte der Hof die für die Urteilsfällung festgelegte Frist bis zum 2. Oktober 1992.

B. In der unter der Nummer 366 in das Geschäftsverzeichnis eingetragenen Rechtssache

Durch Anordnung vom 13. Januar 1992 hat der amtierende Vorsitzende gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof die Mitglieder der Besetzung ernannt.

Die referierenden Richter waren der Ansicht, daß die Artikel 71 ff. des genannten Sondergesetzes in diesem Fall nicht anzuwenden seien.

Gemäß Artikel 76 des genannten Sondergesetzes wurde die Klage mit am 7. Februar 1992 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen, die den Adressaten am 10. und 11. Februar 1992 zugestellt wurden, notifiziert.

Die durch Artikel 74 des genannten Sondergesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte im *Belgischen Staatsblatt* vom 8. Februar 1992.

Die Exekutive der Französischen Gemeinschaft, befindet, hat mit einem am 26. März 1992 bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief einen Schriftsatz eingereicht.

Eine Abschrift dieses Schriftsatzes wurde gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes durch einen bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief vom 30. März 1992, der den Adressaten jeweils am 31. März und am 2. April 1992 übergeben wurde, zugestellt.

Die erste und dritte klagende Partei haben durch einen bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief vom 28. April 1992 einen Erwidernsschriftsatz eingereicht. Die zweite klagende Partei hat durch einen bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief vom 30. April 1992 einen Erwidernsschriftsatz eingereicht.

C. In den unter den Nummern 330 und 366 in das Geschäftsverzeichnis eingetragenen Rechtssachen

Durch Anordnung vom 11. Juni 1992 hat der Hof diese Rechtssachen verbunden.

Gemäß Artikel 100 des organisierenden Sondergesetzes über den Hof werden verbundene Rechtssachen durch die Besetzung behandelt, der die erste Sache anvertraut worden war, und sind die Berichterstatter jene, die gemäß Artikel 68 für die erste Sache angewiesen wurden, mit der der Hof befaßt wurde.

Durch Anordnung vom 16. Juni 1992 wurde festgehalten, daß die Vorsitzende I. Petry durch Richter J. Wathélet ersetzt wird und daß Richter D. André aufgefordert wird, die Besetzung zu vervollständigen, und somit Berichterstatter wird.

Durch Anordnung vom 16. Juni 1992 hat der Hof die Rechtssache für verhandlungsreif erklärt und die Sitzung für den 7. Juli 1992 anberaumt.

Diese Anordnung sowie die Anordnung zur Klagenverbindung wurden den Parteien zugestellt, die ebenso wie ihre Rechtsanwältinnen über den Sitzungstermin informiert wurden; dies erfolgte mit am 16. Juni 1992 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen, die den Adressaten am 17., 18. und 22. Juni 1992 sowie am 2. Juli 1992 zugestellt wurden.

Durch Anordnung vom 2. Juli 1992 hat J. Wathélet, damals stellvertretender Vorsitzender, dem Hof die Rechtssache in der Plenarsitzung unterbreitet.

Auf der Sitzung vom 7. Juli 1992 haben die Richter D. André und L. De Grève Bericht erstattet, wurden M. Legrand und E. Devue, und Rechtsanwältinnen B. Cambier, V. Thiry und G. Schoeters angehört und wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Durch Anordnung vom 15. September 1992 hat der Hof die für die Urteilsfällung festgelegte Frist bis zum 2. April 1993 verlängert.

Durch Anordnung vom 18. November 1992 wurde festgestellt, daß Richter Y. de Wasseige den Richter D. André als Richter und Berichterstatter ersetzt, da letzterer als Vorsitzender fungiert.

Da der Vorsitzende J. Delva verhindert ist, fungiert Richter F. Debaedts als stellvertretender Vorsitzender.

Durch Anordnung vom 18. November 1992 hat der Hof die Wiedereröffnung der Verhandlung auf der Sitzung vom 10. Dezember 1992 angeordnet.

Diese Anordnung wurde den Parteien zugestellt, die ebenso wie ihre Rechtsanwältinnen über den Sitzungstermin informiert wurden; dies erfolgte mit am 19. November 1992 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefen, die den Adressaten am 20. November 1992 zugestellt wurden.

Auf dieser Sitzung

— erschienen

- . die VoG Gerfa, vertreten durch ihren Vorsitzenden M. Legrand,
- . die Flämische Exekutive, vertreten durch RA G. Schoeters *loco* RA P. Devers, in Gent zugelassen,
- . die Exekutive der Französischen Gemeinschaft, vertreten durch RA B. Cambier, in Brüssel zugelassen,
- . erstatteten die Richter Y. de Wasseige und L. De Grève Bericht,
- . wurden M. Legrand und die genannten Rechtsanwältinnen angehört,
- . wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren verlief gemäß den Artikeln 62 ff. des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, die sich auf den Sprachengebrauch vor dem Hof beziehen.

III. Gegenstand der angefochtenen Rechtsnormen

Artikel 33 des Dekrets über den Haushaltsplan der Französischen Gemeinschaft vom 24. Dezember 1990, der Gegenstand der Klage in der unter der Nummer 330 in das Geschäftsverzeichnis des Hofes eingetragenen Rechtssache ist, hebt den königlichen Erlaß vom 23. Oktober 1979 zur Gewährung einer Jahresabschlußprämie an gewisse Lehrkräfte (§ 2) auf und gewährt, unter ähnlichen Bedingungen, den in Paragraph 10 genannten Personalangehörigen maximal 180 Essensgutscheine im Wert von wenigstens 144 BEF für einen Ganztagsbeschäftigten (§ 3). Laut Paragraph 4 des angefochtenen Artikels 33 tritt diese Bestimmung am 1. Januar 1991 in Kraft, wohingegen Paragraph 5 festsetzt, daß die mit Essensgutscheinen verbundenen Auslagen unter festen Kosten geführt werden können.

Artikel 20 des unter der Nummer 366 in das Geschäftsverzeichnis des Hofes behandelten Dekrets vom 15. Oktober 1991 besagt seinerseits, daß die Bestimmungen von Artikel 33 des Dekrets vom 24. Dezember 1990 für das Haushaltsjahr 1992 aufrechterhalten bleiben.

IV. In rechtlicher Beziehung

Was die Zulässigkeit der Klagen betrifft

1.A.1. Um ihr Interesse an der Erhebung der Klage zu rechtfertigen, erinnert die erste Klägerin, die VoG Gerfa daran, daß Artikel 2 der Satzung ihrer Vereinigung folgendes vorsieht: « Die Vereinigung bezweckt das Studium und die Förderung der Reform der öffentlichen Dienste im weitesten Sinne des Wortes sowie die Vertretung und Förderung der immateriellen und materiellen Interessen aller französischsprachigen Beamten und Bediensteten der öffentlichen Dienste ungeachtet dessen, ob sie einem gewerkschaftlichen Statut

unterliegen oder nicht, und ohne Rücksicht auf die rechtliche Beschaffenheit ihres Verhältnisses zur Verwaltungsbehörde (Statut, Vertrag, Gehaltszulage) sowie die richtige Anwendung der für sie geltenden Verfassungen-, Gesetzes- und Verordnungsvorschriften, namentlich der königlichen Erlasse vom 2. Oktober 1937 zur Festlegung des Statuts der Staatsbediensteten und vom 7. August 1939 über die Organisation ihrer Kennzeichnung und Laufbahn.

Die Vereinigung kann die für ihren Zweck notwendigen unbeweglichen und beweglichen Güter besitzen; sie kann außerdem alle Geschäfte tätigen, die sich unmittelbar oder mittelbar auf diesen Zweck beziehen, namentlich vor dem Staatsrat, den Höfen und den Gerichten auftreten, sowie sämtliche Verlags-, Unterrichts- oder alle anderen Tätigkeiten ausüben, die für die Beamten oder Bediensteten bestimmt sind oder mit dem Studium und der Reform der öffentlichen Dienste zusammenhängen. Die Gerfa schließt daraus, daß sie ein Interesse an der Erhebung der Klage auf teilweise Nichtigerklärung eines Dekretes hat, das ihrer Ansicht nach den Ansprüchen der Lehrkräfte auf gleiche Entlohnung ernsthaft schadet und außerdem gegen die Zuständigkeitsverteilungsvorschriften verstößt.

Die beiden anderen Kläger, die dem Lehrkörper angehören, vertreten den Standpunkt, ein Interesse daran zu haben, jene Bestimmung des Dekretes für nichtig erklären zu lassen, die die Jahresabschlußprämie aufhebt und diese durch Essensgutscheine ersetzt.

1.A.2. Die Exekutive der Französischen Gemeinschaft bestreitet das Interesse der ersten Klägerin. Sie ist der Meinung, daß das erforderliche Interesse nicht gerechtfertigt werden kann, wenn vorgegeben wird, daß die Bestimmungen dem Interesse der Lehrkräfte schaden würden, da sie gegen die Zuständigkeitsverteilungsvorschriften und die rechtlichen Bestimmungen über die Entlohnung verstoße. Was die beiden anderen Kläger betrifft, ist die Exekutive der Französischen Gemeinschaft der Meinung, daß die angefochtene Gesetzgebung nicht in der Lage ist, Schaden zu erwirken. Erstens bedeutet die Einführung von Essensgutscheinen als Ersatz für eine Jahresabschlußprämie einen deutlichen Vorteil für die Lehrkräfte, da die vorher als Jahresabschlußprämie gezahlte Summe zu Sozialabgaben führte und der Personensteuer unterlag. Durch das System der Essensgutscheine fällt die den Lehrkräften gezahlte Summe somit meist gleichwertig und oftmals höher aus als in der Vergangenheit. Daraus ergibt sich — sollte der durch die Kläger eingereichten Klage auf Nichtigerklärung stattgegeben werden — daß die Lehrkräfte eine höhere Summe zurückerhalten müßten als jene, deren Zahlung als Jahresabschlußprämie sie beantragen könnten. Der Exekutive der Französischen Gemeinschaft zufolge erhalten 95 % des Personals mindestens eine gleiche oder sogar höhere Summe als die der Jahresabschlußprämie.

1.A.3. In ihrem unter der Nummer 330 des Geschäftsverzeichnisses des Hofes eingetragenen Erwidernschriftsatz erklärt sich die Flämische Exekutive mit der Argumentation der Exekutive der Französischen Gemeinschaft einverstanden.

1.A.4. In ihrem Erwidernschriftsatz weisen der zweite und dritte Kläger darauf hin, daß die Essensgutscheine nicht einer Barzahlung gleichgestellt werden können und über keine befreiende Wirkung verfügen, was gegen das Gesetz vom 12. April 1965 über den Schutz der Entlohnung verstößt. Sie fügen hinzu, daß im Gegensatz zu den Behauptungen der Gegenpartei, die Mehrheit der Lehrkräfte einen kleineren Betrag an Essensgutscheinen als an Jahresabschlußprämie erhält. In der Tat lag der Besteuerungssatz der Sozialabgaben auf die Jahresabschlußprämie erheblich höher, so daß die Lehrkräfte einen Teil der gezahlten Steuer zum Zeitpunkt der endgültigen Steuerberechnung zurückgewannen.

1.B.1. Artikel 107ter der Verfassung besagt: « ... der Gerichtshof kann angerufen werden von jeder durch Gesetz bezeichneten Behörde, von jedem, der ein Interesse nachweist, oder, zwecks Vorabentscheidung, von jedem Rechtsprechungsorgan ».

Artikel 1 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 bestimmt folgendes:

« Der Schiedshof befindet im Urteilswege über Klagen auf völlige oder teilweise Nichtigerklärung eines Gesetzes, eines Dekretes oder einer in Artikel 26bis der Verfassung bezeichneten Vorschrift wegen Verletzung

1° der durch die Verfassung oder kraft derselben zur Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeit von Staat, Gemeinschaften und Regionen festgelegten Vorschriften, oder

2° der Artikel 6, 6bis und 17 der Verfassung. »

Gemäß Artikel 2 2° des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof können Nichtigerklärungsklagen « von jeder natürlichen oder juristischen Person, die ein Interesse nachweist... » erhoben werden.

1.B.2. Das Sondergesetz vom 6. Januar 1989 unterscheidet nicht zwischen den Klägern, je nach Art der verfassungsrechtlichen Bestimmungen, auf dessen Verletzung sie sich berufen. Es verlangt nur von den natürlichen oder juristischen Personen, die eine Klage erheben, daß sie ihr Interesse rechtfertigen.

Das erforderliche Interesse ist bei jeder Person vorhanden, deren Situation durch die angefochtene Rechtsnorm unmittelbar oder ungünstig betroffen werden könnte.

1.B.3. Wenn eine Vereinigung ohne Gewinnzweck, die ein gemeinnütziges Ziel verfolgt, den Schiedshof anrufen möchte, wird vorausgeschickt, daß Vereinigungszweck dieser Vereinigung besonderer Art ist und sich demzufolge vom allgemeinen Interesse unterscheidet, daß sich das kollektive Interesse nicht auf die individuellen Interessen ihrer Mitglieder beschränkt, daß die angefochtene Rechtsnorm den Vereinigungszweck betreffen kann, daß dieser Vereinigungszweck auch tatsächlich verfolgt wird, was aus den konkreten Aktivitäten der Vereinigung hervorgehen muß, und daß die Vereinigung den Beweis einer nach wie vor dauerhaften Aktivität erbringt.

Die klagende Vereinigung, die VoG Gerfa erfüllt diese Bedingungen. Es gehört in der Tat zum Vereinigungszweck dieser Vereinigung, die immateriellen und materiellen Interessen der französischsprachigen Beamten und Bediensteten der öffentlichen Dienste zu wahren. Obwohl sie keine anerkannte Organisation im Sinne der spezifischen Verteidigung und Vertretung der Lehrkräfte darstellt, kann die Gerfa aufgrund der breitaufgefaßten Definierung ihres Vereinigungszweckes den Anspruch erheben, ebenfalls die immateriellen und materiellen Interessen der Lehrkräfte zu wahren.

1.B.4. Die klagende Vereinigung und der zweite und dritte Kläger, die beide Lehrer sind, haben Interesse daran, die Nichtigerklärung einer Rechtsnorm zu beantragen, die, durch die Ersetzung der Jahresabschlußprämie durch die Gewährung von Essensgutscheinen, einen Bestandteil ihrer Entlohnung abändert. Diese Abänderung kann sich unmittelbar und ungünstig auf die Situation der Lehrkräfte auswirken.

Zur Hauptsache

Erster Klagegrund

2.A.1. Ein erster Klagegrund geht den Klägern zufolge aus der Verletzung von Artikel 6 § 1 VI Absatz 5 12° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in der durch das Gesetz vom 8. August 1988 abgeänderten Fassung hervor. Er beruht auf der Verletzung der durch die Verfassung oder kraft derselben zur

Bestimmung der jeweiligen Zuständigkeit von Staat, Gemeinschaften und Regionen festgelegten Vorschriften durch die Französische Gemeinschaft. Sie machen geltend, daß die Französische Gemeinschaft durch den Ersatz der Jahresabschlußprämie durch Essensgutscheine das Gesetz vom 12. April 1965 über den Schutz der Entlohnung abgeändert hat. Somit hat sie, nach Meinung der Kläger, in das Arbeitsrecht und die Sozialversicherung eingegriffen, die gemäß Artikel 6 § 1 VI Absatz 5 12° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in der durch das Gesetz vom 8. August 1988 abgeänderten Fassung ausschließlich der nationalen Obrigkeit vorbehalten ist.

2.A.2. Die Exekutive der Französischen Gemeinschaft vertritt den Standpunkt, daß der erste Klagegrund unbegründet ist. Das jährlich gewählte Dekret zielt nicht darauf ab, den Grundsatz der Zahlung einer Jahresabschlußprämie in Frage zu stellen. Außerdem bleibt der den Lehrkräften von der Französischen Gemeinschaft in Form von Essensgutscheinen gewährte Vorteil in gleicher Höhe wie die Jahresabschlußprämie bestehen, auch wenn sie nach anderen Auszahlungsmodalitäten erfolgt. Die Entscheidung des Dekretgebers liegt demnach darin, das Anrecht auf Jahresabschlußprämie, so wie sie durch den königlichen Erlaß vom 23. Oktober 1979 vorgesehen ist, einzufrieren, um sie unter ähnlichen Bedingungen durch Naturalvergütung in der Form von Essensgutscheinen zu ersetzen.

Außerdem ist die Französische Gemeinschaft, die für das Unterrichtswesen zuständig ist (Artikel 59bis § 2 und Artikel 17 der Verfassung), der Meinung, daß sie die Form bestimmen kann, in der sie den Lehrkräften einen der Jahresabschlußprämie gleichwertigen Vorteil gewährt. Die Stellungnahme des Staatsrats vom 15. Juli 1990 lautet wie folgt:

« Die Französische Gemeinschaft ist grundsätzlich befähigt, dem vorgenannten Personal eine Jahresabschlußprämie zu gewähren, deren Betrag festzulegen und die Gewährungsregeln zu bestimmen, sowie die Form festzulegen, in der diese Vergütung dem Personal ausbezahlt wird. »

Die Französische Gemeinschaft vertritt den Standpunkt, daß die Essensgutscheine, so wie sie gewährt werden, als Naturalvergütung betrachtet werden können, die sich von der Prämie unterscheidet, daß sie aber dennoch eine der Entlohnungsarten darstellt, die im Gesetz vom 12. April 1965 über den Schutz der Entlohnung vorgesehen sind.

2.A.3. In ihrem Erwidernsschriftsatz, der in der Rechtssache mit Geschäftsverzeichnisnummer 330 eingereicht wurde, fügt die Flämische Exekutive hinzu, daß die der nationalen Obrigkeit gemäß Artikel 6 § 1 VI letzter Absatz 12° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen vorbehaltene Zuständigkeit, als Ausnahme von der den Regionen zugeteilten allgemeinen Zuständigkeit in wirtschaftlicher Hinsicht, nur eine Einschränkung ihrer Zuständigkeit in Angelegenheiten darstellt, die die Regionen betreffen, und keineswegs eine Einschränkung der Zuständigkeit der Gemeinschaften, in diesem Fall ihrer Zuständigkeit in bezug auf das Unterrichtswesen.

Ferner beinhaltet das Arbeitsrecht alle rechtlichen Bestimmungen, die die individuellen oder kollektiven Vertragsverhältnisse zwischen Arbeitgeber und Arbeitnehmer regeln. Solche Vertragsverhältnisse gibt es nicht zwischen der Obrigkeit und ihrem Personal, was die Vorschriften nach dem angefochtenen Artikel 33 des Dekrets anbelangt, so daß die in Artikel 87 § 3 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 vorgesehenen Bestimmungen nicht in das Arbeitsrecht im Sinne von Punkt 12° des letzten Absatzes von Artikel 6 § 1 VI des vorgenannten Sondergesetzes, sondern vielmehr in das Verwaltungsrecht einzugliedern sind.

2.A.4. In ihrem Erwidernsschriftsatz heben die Kläger die in der Argumentation der Exekutive der Französischen Gemeinschaft auftretenden Widersprüche hervor. Die Exekutive behauptet erst, daß die Dekretbestimmung, die Gegenstand der vorliegenden Klage ist, nicht auf die Beanstandung des Grundprinzips der Zahlung einer Jahresabschlußprämie abzielt, wohingegen die Erlasse vom 20. Juli 1990 ausdrücklich vorschreiben, daß « der königliche Erlaß vom 23. Oktober 1979, der gewissen Trägern eines zu Lasten der Staatskasse besoldeten Amtes eine Jahresabschlußzulage gewährt, ab dem 1. Februar 1990 nicht mehr auf das in Artikel 1 bezeichnete Personal anwendbar ist » und daß diese Erlasse in gleicher Form durch § 2 von Artikel 33 des Dekrets vom 24. Dezember 1990 bestätigt werden.

Die Kläger behaupten ferner, daß die Essensgutscheine nicht als Vorteile zu betrachten sind, die sich von der Prämie unterscheiden, sondern als ein Ersatz dieser Prämie. In diesem Sinne verstoßen sie gegen das Gesetz vom 12. April 1965.

2.B.1. Artikel 59bis der Verfassung schreibt folgendes vor:

« § 2. Die Gemeinschaftsräte regeln durch Dekret, jeder für seinen Bereich:
(...)

2. Das Unterrichtswesen mit Ausnahme:

- a) der Festlegung von Beginn und Ende der Schulpflicht;
- b) der Mindestbedingungen für die Ausstellung der Diplome;
- c) der Pensionsregelungen. »

2.B.2. Artikel 6 § 1 VI Absatz 5 12° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in der durch das Gesetz vom 8. August 1988 abgeänderten Fassung bestimmt folgendes:

« (...) Die nationale Obrigkeit ist außerdem allein zuständig für:
(...)

12° das Arbeitsrecht und die Sozialversicherung ».

2.B.3. Aus Artikel 59bis der Verfassung und ergibt sich, daß unter Berücksichtigung von Artikel 17 und unter Vorbehalt der drei obengenannten Ausnahmen, den Gemeinschaften alle Unterrichtsfragen übertragen worden sind. Diese Zuständigkeit umfaßt die Festlegung der Regeln bezüglich des Verwaltungs- und Gehaltsstatuts des Unterrichtspersonals, mit Ausnahme seiner Pensionsregelung.

2.B.4. Zu dieser Zuständigkeit der Gemeinschaften für das Unterrichtswesen gehört jedoch nicht die Zuständigkeit der Abweichung von den Bestimmungen des Arbeitsstrafrechts, die ausnahmslos auf alle Arbeitnehmer Anwendung finden, wie diejenigen von Artikel 3 des Gesetzes vom 12. April 1965, der den Arbeitnehmern die freie Verfügbarkeit über ihre Entlohnung gewährleistet.

2.B.5. Wenn eine Jahresabschlußprämie fällig ist, stellt sie einen Bestandteil der Entlohnung dar, die durch Artikel 3 des Gesetzes vom 12. April 1965 geschützt wird, indem es dem Arbeitgeber untersagt wird, in jeglicher Weise das Recht des Arbeitnehmers einzuschränken, frei über seine Entlohnung zu verfügen. Durch einen Erlaß

ihrer Exekutive, dann durch das angefochtene Dekret, hat die Französische Gemeinschaft die Barzahlung dieser Prämie durch eine Zahlung dieser Prämie in Form von Essensgutscheinen ersetzt. Obwohl in belgischen Franken ausgestellt, ist dieser Wertschein nur in bestimmten Einrichtungen einlösbar und dem Ankauf bestimmter Verbrauchsgüter vorbehalten. Er schränkt also das Recht des Arbeitnehmers ein, frei über seine Entlohnung zu verfügen.

2.B.6. Der Klagegrund, der auf der Verletzung von Artikel 6 § 1 VI Absatz 5 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 in der durch das Gesetz vom 8. August 1988 abgeänderten Fassung beruht, ist begründet.

Der zweite Klagegrund

3.A. Der zweite Klagegrund geht aus dem Verstoß gegen Artikel 94 der Verfassung hervor, da die angefochtene Bestimmung den königlichen Erlaß vom 23. Oktober 1979 über die Gewährung einer Jahresabschlussprämie an gewisse Träger eines zu Lasten des Staatshaushaltes besoldeten Amtes aufhebt, so daß Artikel 33 des angefochtenen Dekrets zur Folge hat, den Staatsrat daran zu hindern, über Nichtigkeitsklagen zu befinden, mit denen er befaßt wird.

3.B. In dem Maße, wo der zweite Klagegrund nicht zu einer weiterrreichenden Nichtigerklärung führen kann, besteht kein Anlaß, ihn zu überprüfen.

Was die Aufrechterhaltung der Folgen der für nichtig erklärten Bestimmungen betrifft

4.B. In Anbetracht des Umfangs der verwaltungsmäßigen und finanziellen Schwierigkeiten, die sich im vorliegenden Fall aus der Rückwirkung der Nichtigerklärung ergeben würden, sind die Folgen der Nichtigerklärung bis zum Tag der Verkündung des vorliegenden Urteils zu beschränken.

Aus diesen Gründen :

Der Hof erklärt

1^o Artikel 33 §§ 1 bis 5 des Dekrets vom 24. Dezember 1990 « contenant le budget de la Communauté française de l'année budgétaire 1991 » (über den Haushaltsplan der Französischen Gemeinschaft für das Haushaltsjahr 1991);

2^o Artikel 20 des Dekrets vom 15. Oktober 1991 « ouvrant les crédits provisoires à valoir sur les budgets de la Communauté française pour l'année budgétaire 1992 » (zur Eröffnung vorläufiger, auf die Haushalte der Französischen Gemeinschaft für das Haushaltsjahr 1992 anrechenbarer Kredite),

für nichtig;

hält die Folgen der für nichtig erklärten Bestimmungen bis zum Tag der Verkündung des vorliegenden Urteils aufrecht.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 27. Januar 1993.

Der Kanzler,
H. Van der Zwalmen.

Der Vorsitzende,
D. André.

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

VLAAMSE GEMEENSCHAP — COMMUNAUTE FLAMANDE

MINISTERIE VAN DE VLAAMSE GEMEENSCHAP

N. 93 — 412

[S-C — 35085]

30 JULI 1992. — Besluit van de Vlaamse Executieve tot wijziging van het besluit van de Vlaamse Executieve van 12 juni 1991 betreffende de organisatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs op basis van een lestijdenpakket

De Vlaamse Executieve,

Gelet op de wetten op het lager onderwijs, gecoördineerd op 20 augustus 1957, gewijzigd bij de wetten van 17 maart 1958, 29 mei 1959, 30 juli 1963, 21 maart 1964, 1 juli 1964, 25 februari 1965, 8 april 1965, 18 januari 1966, 29 augustus 1966, 18 april 1967, 20 februari 1970, 6 juli 1970, 19 juli 1971, 14 juli 1975, 20 februari 1978, 20 januari 1981, 23 juli 1982 en 29 juni 1983 en het decreet van 31 juli 1990;

Gelet op de wet van 29 mei 1959 tot wijziging van sommige bepalingen van de onderwijswetgeving, gewijzigd bij de wetten van 29 juli 1961, 27 juni 1962, 17 maart 1965, 20 februari 1970, 2 juni 1970, 8 juli 1970, 25 mei 1971, 28 mei 1972, 11 juli 1973, 17 januari 1974, 10 december 1974, 14 juli 1975, 1 augustus 1977, 20 februari 1978, 5 augustus 1978, 9 april 1980, 18 september 1981, de koninklijke besluiten nr. 47 van 10 juni 1982 en nr. 154 van 30 december 1982 en de wet van 29 juni 1983, de koninklijke besluiten nr. 411 van 25 april 1986 en nr. 413 van 29 april 1986, de wet van 4 augustus 1986, de koninklijke besluiten nr. 438 van 11 augustus 1986, nr. 439 van 11 augustus 1986, nr. 447 van 20 augustus 1986, nr. 456 van 10 september 1986, nr. 459 van 10 september 1986, nr. 462 van 17 september 1986, nr. 468 van 9 oktober 1986 en nr. 505 van 31 december 1986, de wet van 30 juli 1987, de wet van 1 augustus 1988 en de decreten van 5 juli 1989, 20 december 1989 en 31 juli 1990;

Gelet op het besluit van de Vlaamse Executieve van 12 juni 1991 betreffende de organisatie van het gewoon kleuter- en lager onderwijs op basis van een lestijdenpakket;

Gelet op het protocol nr. 59 van 24 juni 1992 houdende de conclusies van de onderhandelingen gevoerd in de gemeenschappelijke vergadering van Sectorcomité X en van Onderafdeling « Vlaamse Gemeenschap » van afdeling 2 van het Comité voor de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten;

Gelet op het akkoord van de Gemeenschapsminister bevoegd voor begroting, gegeven op 13 mei 1992;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;